

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP)
Rapport de mise à jour trimestriel (octobre à décembre 2011)

| | | | |
|---|--|---|---|
| Période couverte (Trimestre) | Octobre à décembre 2011 | | |
| Numéro du projet et le titre du projet | Restauration de l'autorité de l'Etat à l'Est de la RDC. Renforcement des capacités des agents de l'administration publique en zones récemment stabilisées et réhabilitation/construction et équipement de bâtiments administratifs stratégiques | | |
| Agence bénéficiaire: | PNUD et UNOPS | | |
| Partenaires d'exécution (Agence Gouvernementale, Agences NU, Organisations de la Société Civile) | PNUD et UNOPS | | |
| Date d'approbation par le Comité de Pilotage: | Juin 2010 | | |
| Budget total alloué | 1 500 000 | | |
| Fonds engagés du budget total alloué¹ | 770 177 | % de fonds engagés / budget total alloué: | 51,3 |
| Fonds dépensés² du budget total alloué: | 740 177 | % de fonds dépensés / budget total alloué: | 96,1 du montant engagé par le PNUD et 49, 3 du budget total alloué |
| Date de clôture prévue: | | Retard éventuel (mois): | |
| Domaine d'investissement : Résultats stratégiques (effets sectoriels): Indicateurs pour mesurer les effets | Résultat stratégique (Cadre stratégique du FCP) : R (5): Les engagements du PBF sont opportuns et rentables. Ils s'inscrivent dans une volonté de répondre à des standards de haute qualité particulièrement en matière de programmation | | Indicateurs : (5.3) Appui technique (Temps d'exécution, clôture des projets, conduites d'évaluations externes) |

¹ Fonds engagés sont définis comme des contrats légaux pour des services, des travaux tels que régis par les procédures et régulations financières des agences

² Paiement (services, travaux) sur les engagements.

| | | |
|--|--|--|
| Résultats immédiats (= produits projet) avec référence aux indicateurs: | Résultat attendu 1 : Les agents de l'administration civile sont déployés dans 20 entités administratifs et 2 sites miniers Réalisations accomplies : 406 agents déployés et formés et 55 chefs coutumiers formés | Contrainte(s) : Les agents sont formés avant qu'ils ne soient déployés dans les bâtiments construits Solution(s) Proposée(s) : Recenser les agents qui sont dans les bâtiments construits et en former le maximum sur les 470 |
| | Résultat attendu 2 : 2 bâtiments administratifs sont construits dans 2 zones minières Réalisations accomplies : L'UNOPS a commencé la construction des deux bâtiments et les fondations sont terminées. | |
| | Résultat attendu 3 : 500 agents de l'administration et chefs coutumiers sont formés dans le 20 entités administratives et 2 zones minières Réalisations accomplies : 406 agents et chefs coutumiers ont reçu une formation de base et 194 des formations spécialisées en finances publiques, planification, gestion d'ouvrage et en formation de formateurs. 55 chefs coutumiers formés. Un curriculum de formation complet en matière de la Restauration de l'Autorité de l'Etat est élaboré, il se compose de 5 modules de formation : formation en décentralisation et déconcentration, formation pour les chefs coutumiers, formation en finances publiques locales, formation en planification locale et gestion d'ouvrage et formation de formateurs. 58 formateurs ont été formés pour pérenniser les acquis du projet | |
| | Résultat attendu 4 : 3 services administratifs : plan, état civil et finances reçoivent un appui-conseil et 18 experts sont immergés dans les 6 axes de l'ISSS Réalisations accomplies : 12 experts immergés dans les chefferies et secteurs renforcent les capacités de ces 3 services administratifs (finances publiques, planification, état civil) à Walungu, Kaléhé, Massisi, Rutchuru, Boga et Guety. Grace à cet appui-conseil des | |

| | | |
|--|--|--|
| | <p>chefferies comme celles de Bwisha disposent pour la première fois de budgets conformes aux lois et à la nomenclature.</p> <p>Résultat attendu : 5 7500 personnes dans les 25 entités sont sensibilisées sur le rôle de l'Etat</p> <p>Réalisations accomplies :</p> <p>7300 sensibilisées sur les 6 axes</p> | |
| <p>Réalisations accomplies par rapport aux prévisions avec référence aux indicateurs des résultats stratégiques (effets sectoriels)</p> <p><u>Note :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • - Expliquez brièvement (4 to 5 constats au maximum) dans quelle mesure la performance du projet de 'livrer les produits attendus' contribue aux résultats du PMP ? La présence de l'administration civile est effective dans 20 entités • L'appui-conseil apporté par le projet a permis à des chefferies de disposer pour la première fois de budgets conformes aux lois et à la nomenclature, on peut citer la chefferie de Buisha • Le projet a formé 58 formateurs qui vont former d'autres agents cela participe à sa pérennisation et son appropriation • Des milliers de personnes sont sensibilisées au rôle de l'administration dans un contexte post conflit, cela va permettre de réduire les tensions et surtout de créer de nouvelles relations entre administrés et autorités surtout coutumières • Les chefs de secteurs, chefferie, groupement et de territoires formés par le projet sont mieux outillés pour gérer leur localité de manière transparente. Notamment en matière de police judiciaire et d'état civil <p>- Qu'est ce qui a été prévu d'atteindre en fin 2011, et qu'est ce qui a été réalisé mi-parcours?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Former 470 agents de l'administration : 406 formés et 55 chefs coutumiers formés sur les 30 prévus ; • Appui-conseil, 18 experts immergés : 12 sont effectivement sur le terrain <p>- Donnez des bonnes et des mauvais exemples de vos pratiques des projets?</p> <p>Bon exemple : un curriculum de cours élaboré pour chaque formation. Le projet dispose d'outils de formation qui sont transférables à la partie nationale et aux agences du SNU</p> <p>Mauvais exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le projet n'avait pas prévu d'acheter des registres pour accompagner la formation en état civil <p>- Comment vous allez améliorer la performance des projets d'atteindre les résultats escomptés?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Continuer la formation de base • Assurer un suivi de l'appui conseil • Acheter des registres d'état civil et des codes de la famille afin que l'appui-conseil en matière d'état civil puisse avoir des résultats probants | | |